

## 1948 l'année décisive l'occupation des territoires de Jérusalem-est et de la Cisjordanie en temps de guerre

Le lendemain de la proclamation de l'État d'Israël le 14 mai 1948, le conflit en Palestine devient régional. L'entrée des armées arabes dans la guerre contre Israël est la conséquence logique du mouvement de solidarité des pays du Moyen-Orient instauré politiquement par la Ligue arabe. C'est là son premier challenge militaire ainsi que le moment de tester sa solidité. Mais c'est également le moment pour les alliés secrets de mettre en pratique leur projet commun. Apparaissent alors les complications réelles du double jeu entretenu par le roi transjordanien. En effet, en ce temps de guerre, la diplomatie secrète d'Abdallah s'avère difficile à gérer dans le cadre d'une intervention commune des pays arabes ; et son pragmatisme est miné par des facteurs émotionnels. Ainsi, la Ville sainte de Jérusalem concentrant l'attention de tous, les combats qui s'y déroulent mettent une pression considérable sur le Roi Abdallah qui, détenant l'armée arabe la plus puissante, est poussé à la libérer des mains israéliennes. Son entente avec les autorités sionistes est alors mise à mal. Cela dit, à la fin de l'année 1948, le Roi Abdallah est victorieux puisqu'il arrive à occuper la Cisjordanie et l'est de Jérusalem. Il scelle l'aboutissement de ses ambitions sur les territoires arabes de Palestine par le congrès de Jéricho, ce qui est reçu de manière contrastée dans les États arabes, et en particulier dans le milieu libanais francophone.

### **1. L'intervention en Palestine : les doutes des Arabes au profit du Roi Abdallah**

- a) Des raisons de ne pas faire confiance au roi de Transjordanie. Le « feu vert »<sup>106</sup> britannique à l'annexion des territoires est-il méconnu par les Arabes ?

Entre décembre 1947 et mars 1948, les Israéliens, agissant au sein du Stern, de l'Irgoun et de la Haganah, cherchent à sécuriser la zone qui leur est attribuée par le plan de partage. Cela passe par l'expulsion des populations arabes qui sont, elles, encadrées par les partisans de Hajj Amin al-Husseini, et aidées par l'armée de libération arabe à partir de janvier 1948.

Alors que la Ligue arabe se prépare à une intervention régionale du fait de l'aggravation des troubles en Palestine, la défiance se fait de plus en plus forte vis-à-vis du Roi Abdallah. Ce

---

<sup>106</sup> Expression utilisée pour la première fois dans SHLAIM Avi, *Collusion across the Jordan, King Abdullah, the Zionist movement and the partition of Palestine*, Columbia University Press, 1988

qui étaient simples soupçons et rumeurs se transforment en une réelle menace, et les États arabes se méfient considérablement des projets du Roi Abdallah dans la guerre. Ainsi, les chefs d'État arabes décident de former une armée de volontaires : l'Armée de libération arabe, dirigée par Fawzi al-Qawuqji, au lieu d'engager les armées régulières des États arabes. En effet, s'il était choisi d'investir les armées nationales, la Légion arabe aurait eu une place de premier plan. C'est ce que les chefs d'État arabes veulent éviter, en particulier le Gouvernement de toute la Palestine de Hajj Amin al-Husseini (créé le 12 janvier 1948) et celui de Choukri al-Kouatly. La Transjordanie accepte ce plan, et fournit du matériel et des hommes à l'armée de volontaires.

- La découverte historiographique du « feu vert » britannique

Ces suspicions sont fondées, puisqu'ont effectivement lieu des négociations israélo-transjordanienne sur le partage de la Palestine qui impliquent l'incorporation de sa partie arabe au royaume d'Abdallah. D'autant plus qu'en février 1948, la Transjordanie obtient le « feu vert » de la Grande-Bretagne pour l'annexion transjordanienne de ces territoires. La publication des Mémoires de Glubb Pacha en 1958 révèle que le 7 février 1948, Tawfic Abu al-Huda, le Premier ministre de Transjordanie, rencontre en secret Ernest Bevin, le ministre des Affaires étrangères britanniques, à Londres. Cela se passe dans le cadre des négociations anglo-transjordaniennes pour la révision du traité d'alliance. Glubb accompagne Abu al-Huda en tant qu'interprète, et c'est lui qui fournit l'unique document rapportant cet échange. En voilà les passages les plus importants<sup>107</sup> :

*« Tawfic Pacha exposa la raison de sa demande d'audience, tandis que je traduisais, phrase par phrase. Le mandat britannique sur la Palestine, dit-il, est sur le point de prendre fin. Les Juifs ont préparé un gouvernement qui sera prêt à prendre le pouvoir dès que le mandat aura expiré, le 15 mai. Mais les Arabes de Palestine n'ont fait aucun préparatif pour se gouverner eux-mêmes. Ils n'ont, dans le pays, pas de chefs capables d'organiser une administration. »*

*« [...] Les Arabes [de Palestine], eux, n'ont pas d'armée, ni aucun moyen d'en créer une. Tawfic Pacha exposa qu'en conséquence, la situation restait ce qu'elle était, de deux choses l'une : ou bien les Juifs négligeront le plan de partage des Nations Unies et s'empareront de l'ensemble de la Palestine jusqu'au Jourdain ; ou le Mufti reviendra, et*

---

<sup>107</sup> GLUBB John B., *Un soldat avec les Arabes*, Plon, Paris, 1958 (p.42 à 44)

*s'efforcera de se poser en souverain d'une Palestine arabe. Aucune de ces solutions ne peut convenir à la Grande-Bretagne ni à la Transjordanie. »*

*« [...] Tawfic Pacha ajouta qu'au cours des récentes semaines, le roi Abdulla et le gouvernement transjordanien ont reçu, et reçoivent encore beaucoup de requêtes et de pétitions provenant d'Arabes palestiniens notables. Dans toutes ces communications les Palestiniens réclament l'aide et la protection de la Légion arabe aussitôt que les forces britanniques auront été retirées. En conséquence le gouvernement transjordanien se propose de faire franchir le Jourdain par la Légion arabe dès la fin du mandat britannique, et de lui faire occuper la partie de la Palestine garantie aux Arabes, et qui est contiguë à la frontière transjordanienne. »*

À cet exposé de Tawfic Abu al-Huda, Ernest Bevin répond : *« Il semble que ce soit la meilleure chose à faire »*, et répète : *« Il semble que ce soit la meilleure chose à faire, mais n'allez pas envahir les zones attribuées aux Juifs ! »*.

*« « Nous n'aurions pas à notre disposition les forces nécessaires pour le faire, même si nous en avons l'intention », répondit le Premier ministre jordanien. Et il continua sa déclaration en faisant ressortir que le traité anglo-jordanien faisait obligation aux deux parties contractantes de se consulter dans le cas où la situation deviendrait critique. C'est en vertu de cette clause du traité qu'il exposait les intentions du gouvernement transjordanien au Secrétaire d'État britannique. »*

Apparaît donc ici un accord passé à l'oral entre les gouvernements transjordanien et britannique : la Grande-Bretagne donne son approbation à l'occupation des territoires arabes palestiniens par la Transjordanie. Cela se justifie par le fait que l'occupation transjordanienne est la seule option viable pour les deux partis. D'une part, elle permet de se débarrasser de Hajj Amin al-Husseini. D'autre part, elle permet de ne pas trop décevoir les Arabes en laissant toute la Palestine aux Juifs. Cette option est appuyée par l'appel à l'aide de notables palestiniens à Abdallah. Plusieurs pétitions de cette période, provenant des principales villes palestiniennes existent effectivement, et sont conservées dans les papiers du Roi Abdallah<sup>108</sup>. Il pourrait s'agir de pétitions signées par des notables acquis à cette option « médiane » depuis le début du conflit en novembre 1947, ou même avant, comme des membres du clan Nashashibi par exemple.

---

<sup>108</sup> *Hashemite Documents*, étudiés et cités par ROGAN Eugene L., « Chapitre 4. La Jordanie et 1948 : persistance d'une histoire officielle », dans ROGAN Eugene L. et al., *1948 : la guerre de Palestine*, Autrement « Mémoires/Histoire », 2002, pp. 95-117, (p.103)

Bien que l'ouvrage de Glubb Pacha puisse être considéré comme une source fiable, il en reste qu'elle la seule à évoquer concrètement cet épisode de février 1948. Cet événement est longtemps resté secret et les archives britanniques post 1978 ne le mentionnent pas. Cela peut s'expliquer par l'extrême embarras dans lequel la Grande-Bretagne se serait confinée à ce moment-là si cela avait été révélé. En effet, la Grande-Bretagne est à l'ONU l'un des pays qui soutiennent le plus ardemment la solution du partage entre deux États, et donc implicitement la création d'un État palestinien. Mais à l'échelle locale, elle doit assurer ses intérêts : confier cette partie de la Palestine à son meilleur allié arabe est la solution la plus arrangeante. Si son approbation est révélée, elle serait décrédibilisée sur la scène internationale et perdrait facilement sa mainmise déjà réduite sur le Moyen-Orient.

- Le rapport Clayton de février 1948 : une preuve de la connaissance du « feu vert » britannique dans les milieux arabes ?

Néanmoins, j'ai trouvé dans la compilation d'archives britanniques *Records of Jordan* un rapport qui semble attester d'une diffusion de cette information dans les pays arabes au cours du mois de février 1948<sup>109</sup>. Il s'agit d'un document envoyé par le ministre britannique au Moyen-Orient, Clayton, à l'ambassadeur britannique au Caire, qui aurait été intercepté par l'organe de presse cairote *Al-Ikhwān al-Muslemīn*. Ce journal, le périodique de l'organisation des Frères musulmans, aurait publié l'intégralité de cette correspondance, texte qui à son tour aurait été lu à l'antenne radiophonique Rome. Radio Rome est le service radiophonique italien à l'international, qui émet des bulletins en arabe en plus de beaucoup d'autres langues.

Dans ce document, le brigadier Clayton affirme qu'au cours de sa dernière entrevue avec le Premier ministre transjordanien, il a remarqué que ce dernier avait un point de vue totalement différent des autres chefs d'État arabes. Il lui a émis certaines suggestions qui, si elles étaient mises en place, faciliteraient la mise en place du plan de partage des Nations Unies ; et les aideraient à garder leurs bases stratégiques en Transjordanie et en Palestine. Quand les forces britanniques évacueraient la Palestine, conformément à la décision des Nations Unies, la Légion arabe ferait de même. Elles cesseraient d'être actives mais resteraient dans le pays. Ensuite, le gouvernement transjordanien déciderait d'envahir la Palestine avec le prétexte de la libérer des sionistes. La seconde étape consisterait en « *l'annexion à la Transjordanie de toutes*

---

<sup>109</sup> PRIESTLAND Jane (dir.), *Records of Jordan: 1919-1965*, vol.6 (1948-1950), *Archive editions*, Slough, 1996, chap. 6.06, "Text of report quoted by Rome Radio regarding publication of document sent by Brig. G. Clayton to Ambassador in Cairo, 21 February 1948, 'Transjordan plan to annex Palestine'" [FO 371/68821], cf annexe 6 p.156

*les villes palestiniennes occupées par les forces transjordanienues, ce qui équivaut à occuper les villages des zones arabes. ».*

Par ailleurs, Abu al-Huda assure à Clayton que les forces transjordanienues éviteraient d'attaquer les villages juifs, tout en dirigeant contre eux de minces attaques afin de dissiper les doutes. En outre, quand Clayton dit à Abu al-Huda que la Transjordanie serait par la suite susceptible d'attaquer la Syrie et le Liban pour réaliser son plan grand-syrien, ce qui compliquerait les choses, le Premier ministre sourit et répond : « *Comment pourrions-nous mettre à exécution un tel plan alors que nous sommes sous votre influence et attachés à vous par traité ?* »

Il est particulièrement intéressant de remarquer que ce déroulé des évènements colle exactement à la réalité future. Cela signifie que l'expéditeur connaît les détails des rapports de force entre les gouvernements transjordanien, britannique, mais aussi les autorités sionistes. Il évoque l'annexion planifiée de la partie arabe de Palestine par le Roi Abdallah, qui est prévue dans les négociations entre sionistes et Transjordanienues ; et appuyée par l'accord de Bevin moins de deux semaines avant l'envoi de ce rapport. Il sous-entend également la décision d'une violence mutuelle limitée entre la Légion arabe et les forces sionistes. De ce fait, ce document me semble authentique : il ne peut pas être un récit inventé de toute pièce. Il n'est cependant pas à réfuter l'hypothèse de quelques modifications par le périodique des Frères musulmans, notamment peut-être sur l'aveu de soumission du gouvernement transjordanien à l'État britannique.

Il pourrait éventuellement s'agir d'un rapport de l'entretien du 7 février 1948 entre Bevin et Abu al-Huda auquel le brigadier Clayton aurait assisté. Ce dernier passe néanmoins sous silence l'accord oral donné par Bevin au Premier ministre transjordanien. De plus, dans son récit des évènements, Glubb Pacha indique qu'il n'y a à cette entrevue que lui-même, Abu al-Huda et Ernest Bevin. En tous cas, ce document prouve que l'information sur le projet d'annexion de la Palestine par la Transjordanie, et l'intérêt certain de la Grande-Bretagne à ce sujet (notamment pour garder ses bases stratégiques en Transjordanie et en Palestine), est diffusée dans les milieux diplomatiques anglais.

Si ce document semble authentique, on peut se demander quelle réception il aurait pu avoir dans les milieux arabes. Contrairement au tollé que crée la révélation de Glubb Pacha sur l'entretien entre Bevin et Abu el-Huda dans les milieux historiques britanniques et

israéliens<sup>110</sup>, il ne m'est pas aisé de dire que cette information ait suscité la stupeur dans les milieux arabes. Je n'ai malheureusement pas pu consulter les numéros de la fin du mois de février des journaux *L'Orient* et *Le Jour*<sup>111</sup> pour attester d'une quelconque réception de cette information diffusée par le journal des Frères musulmans. Je me permets néanmoins d'émettre une hypothèse. La Société des Frères musulmans est fondée en 1928 par Hassan al-Banna, avec pour objectif notable de dire son opposition à la présence britannique en Égypte et en Palestine, responsable selon lui de l'échec de l'unité arabe à l'issue de la Première Guerre mondiale. Dès 1935, l'organisation se coalise avec Hajj Amin al-Husseini et participe à l'insurrection arabe de Palestine en 1936. En 1945, Saïd Ramadan crée une branche armée en Palestine du mouvement, qui a pour objectif de combattre le mouvement sioniste. Par conséquent, en 1948, les Frères musulmans ont un certain succès auprès des milieux arabes, et partagent avec Hajj Amin al-Husseini les mêmes idées « radicales ». Cependant, *Al-Ikhwān al-Muslemīn* est le journal du mouvement : ce n'est pas un périodique national. De ce fait, il est probable que cette information n'ait pas dépassé ce milieu. En outre, si cette information avait été diffusée, du fait de la popularité du mouvement, il est possible qu'elle soit passée pratiquement inaperçue. En effet, elle aurait pu se fondre dans les innombrables accusations contre la Grande-Bretagne et la Transjordanie, en particulier divulguées dans la presse égyptienne, et n'aurait fait que participer à l'atmosphère de défiance généralisée des Arabes contre ces acteurs.

L'étude de ce document nous permet de relativiser l'aspect inédit et occulte entretenu par l'historiographie des années 1980 de l'entrevue du 7 février 1948. Si le « feu vert » britannique semble bien avoir existé, les intérêts de la Grande-Bretagne en Palestine ainsi que son appui sur la Transjordanie pour parvenir à ses fins ne sont ignorés par personne à cette époque. De la même façon, si les détails des manigances du Roi Abdallah tentent d'être gardés secrets, ils sont soupçonnés par les autres États arabes. À fortiori, ses opposants les plus fervents s'appliquent à le démasquer.

---

<sup>110</sup> L'idée d'une « collusion » entre Ernest Bevin et Abu el-Huda est lancée par Avi Shlaim dans *Collusion across the Jordan, King Abdullah, the Zionist movement and the partition of Palestine*, Columbia University Press, 1988. Il devient un des grands débats de la « nouvelle histoire » israélienne des années 1980. Dans les années 2000 ce « feu vert » accordé par les britanniques commence à être relativisé : cf BRADSHAW Tancred, "History invented : the British-Transjordan 'collusion' revisited", *Middle Eastern Studies*, vol. 43, n°1, 2007, pp.21-43

<sup>111</sup> Quand je consultais les archives de presse à Beyrouth en janvier, je ne me suis pas attardée sur le mois de février 1948 parce que je n'avais pas encore trouvé le rapport de Clayton dont je traite ici. À la BDIC, les numéros des années 1947 et 1948 de *L'Orient* et du *Jour* ne sont pas disponibles.

Ainsi, la défiance générale vis-à-vis du Roi Abdallah ainsi que les fortes hésitations de la Ligue arabe à lui faire confiance dans la guerre israélo-arabe semblent être le fait d'une répugnance surtout idéologique, non pas à la personnalité-même du roi de Transjordanie, mais plutôt à un clan qualifié d'anti-arabe, regroupant la Grande-Bretagne, qui soutient depuis 1920 l'idée d'un foyer national juif, donc le mouvement sioniste, et qui est la grande alliée du souverain hachémite. L'idée d'un appui de la Grande-Bretagne à la Transjordanie, qu'elle soit fondée ou non sur un texte légal, hante les chefs des États arabes qui comptent faire la guerre contre l'impérialisme également symbolisé par Israël.<sup>112</sup> Les oppositions arabes à l'entrée en guerre de la Légion semblent n'être donc que la conséquence de ce jeu pluriel. En tous cas, cette indétermination ralentit le processus décisionnel d'intervention militaire de la Ligue arabe, et met en lumière le manque d'unité du « clan » arabe à la veille de la guerre. Néanmoins, le mois d'avril 1948 change la donne, avec l'aggravation du conflit israélo-palestinien.

b) Le 10 avril 1948 : la résignation des Arabes en faveur de la Légion arabe

o L'entrée de la Légion arabe dans la guerre

À partir d'avril 1948, les forces sionistes, à l'aide d'armes tchécoslovaques, lancent le plan Dalet qui prévoit la destruction de villages et de villes arabes : Haïfa le 22 avril, Jaffa le 13 mai, et la destruction de villages sur la route entre Tel-Aviv et Jérusalem. Les populations palestiniennes fuient devant les actions israéliennes. Le 9 avril, l'Irgoun massacre 254 hommes, femmes et enfants à Deir Yassine. Cet événement provoque une prise de conscience réelle des États de la Ligue arabe. Pour Abdallah, la situation est délicate. D'une part, le massacre précipite une vague de migration palestinienne à Amman, demandant aide et protection, ce qui légitime les intentions du roi. D'autre part, le massacre lève un tel sentiment d'hostilité et d'amertume au Moyen-Orient que les États arabes doivent considérer sérieusement une intervention directe des armées régulières, et plus seulement de l'Armée de libération arabe. Or, cette intervention commune menacerait grandement les intentions du roi.<sup>113</sup>

---

<sup>112</sup> D'autant plus que le 22 mars 1948 est signé le traité anglo-transjordanien qui continue d'assurer la connexion entre Grande-Bretagne et Transjordanie et est très mal reçu dans les milieux arabes. Je l'ai développé dans la première partie de mon mémoire.

<sup>113</sup> WILSON Mary C., *King Abdullah, Britain and the making of Jordan*, Cambridge Middle East Library, 1987 (p.168)

Par conséquent, pour ne pas perdre le cap en Palestine, Abdallah décide de prendre en main les plans arabes pour l'intervention. Le 10 avril, il propose à la Ligue arabe que son armée aille secourir les Palestiniens. Malgré l'opposition de Hajj Amin al-Husseini et du gouvernement syrien, elle accepte la proposition du roi. La Légion arabe a alors comme mission de protéger les villages palestiniens d'attaques comme celles de Deir Yassine. Il a donc fallu cette situation d'urgence pour que la Ligue arabe prenne la décision d'envoyer sérieusement des forces en Palestine. Le fait que ce soit la Légion arabe qui entre en premier peut être interprété comme une résignation de la Ligue : aucun autre État n'étant prêt à envoyer ses forces - ou du moins à se présenter comme tel -, dans une situation de crise il a fallu accepter la proposition du roi de Transjordanie. Si aucun autre État ne se propose à ce moment-là, c'est sûrement car avec la multiplication des exactions sionistes, il y a une prise de conscience réelle de leur puissance militaire, qui entraîne des hésitations et de la peur. Pour Abdallah la crainte est limitée depuis ses accords tacites avec les autorités sionistes sur les termes militaires. Par conséquent, cette décision peut être interprétée comme la reconnaissance par les États arabes de la puissance de l'armée transjordanienne, prenant le dessus des nombreuses critiques qui lui sont faites de sa dépendance à la Grande-Bretagne.

Cela dit, bien que l'implication militaire de la Légion arabe soit acceptée, à la Ligue les discussions continuent, la question étant désormais les conditions de son intervention. La Légion arabe doit-elle être sous le commandement de la Ligue ? Abdallah doit-il commander les forces de la Ligue en plus de celles de la Légion ? Le conseil de la Ligue arabe se réunit à multiples reprises du 11 au 30 avril pour discuter de ces problématiques - au moins six fois, mentionnées dans les quotidiens *Le Jour* et *L'Orient* - ; et les chefs d'État se rencontrent très souvent pour se consulter.

- Le traitement de l'intervention arabe dans la presse libanaise en avril 1948

Cette atmosphère de tergiversations se retrouve dans la presse. Les journaux de la presse libanaise francophone sont inondés d'articles sur les avancées des négociations. Du 11 au 30 avril 1948 on compte approximativement trois articles par jour, et très souvent des Unes, qui concernent de près ou de loin l'intervention en Palestine, tant dans *L'Orient* que dans *Le Jour*. Bien que le sujet soit abondamment traité dans la presse, n'en ressortent que très peu d'informations importantes. Il s'agit plutôt d'actualités diplomatiques stériles : les rencontres entre chefs d'État, la tenue du conseil de la Ligue arabe, ses participants, les sujets abordés de

façon sommaire, etc. ; ou de rumeurs. L'atteste un article du 30 avril dans *L'Orient*<sup>114</sup>. Surtitré « Mot d'ordre : Se taire », l'article explique la situation médiatique en ces termes :

*« En l'absence d'indications officielles sur le déroulé des événements, on en est réduit aux commentaires les plus contradictoires basés le plus souvent sur des rumeurs plus ou moins fondées. ».*

Cela à cause du « mutisme observé dans les milieux responsables sur tout ce qui concerne la Palestine ».

Ce mutisme est interprété comme la preuve de la mise en place d'un plan d'action au sein de la Ligue arabe. On décèle aisément une certaine exaspération à ce sujet avec l'utilisation de l'adverbe « finalement » : « Ce qui est le plus certain c'est que la décision de « SE TAIRE », démontre suffisamment, qu'un plan d'action a été finalement préparé au Caire et à Amman ».

Par ailleurs, on retrouve sur le sujet de la Ligue arabe dans la guerre en Palestine les mêmes accusations décelées précédemment au sujet de la présence de troupes britanniques en Transjordanie. Le lendemain de la prise de décision d'une action coordonnée des armées arabes régulières, *L'Orient* transmet les incertitudes de plusieurs autres organes de presse libanais (*Koul Chay*, *Beyrouth* et *Dyar*) sur l'intervention arabe<sup>115</sup>. Intitulé « Les actes suivront-ils les paroles ? », l'article pose la question : « Pourquoi les armées arabes n'ont pas marché sur la Palestine ? ». Il y répond en évoquant les « divergences de vue qui existent entre les divers Gouvernements arabes, touchant le statut futur de la Palestine. », notamment autour des ambitions du roi de Jordanie. Ces disputes sont appelées « raisons d'ordre inter-arabe ». À côté de cela sont évoquées les « raisons d'ordre extérieur », c'est-à-dire les pressions exercées par les puissances étrangères, sous-entendue la Grande-Bretagne ; et la puissance militaire des sionistes. *L'Orient* entretient donc une ligne éditoriale où le comportement de la Ligue arabe est régulièrement remis en question et critiqué. Si ces organes de presse font difficilement confiance à la Ligue arabe, il en est de même pour les États qui la compose, y compris la Transjordanie.

Plus précisément sur la place de la Transjordanie dans la guerre en avril 1948, j'ai sélectionné un article d'opinion qui met assez bien en valeur la perplexité du milieu francophone libanais. Le lendemain de la décision d'envoi de la Légion arabe en Palestine, *L'Orient* re-publie un article de Pierre Solan, un journaliste de l'Agence France Presse au Caire,

---

<sup>114</sup> « Entre Damas, Amman, Riad et Le Caire », *L'Orient*, 30 avril 1948

<sup>115</sup> « Les actes suivront-ils les paroles ? », *L'Orient*, 1er mai 1948

intitulé : « La Palestine ne sera pas confiée au Roi Abdallah »<sup>116</sup>. Faisant le résumé des décisions prises au comité de la Ligue arabe la veille, c'est-à-dire le plan militaire d'un commandement unique et la préparation des sept armées arabes, il minimise la place du Roi Abdallah dans la guerre :

*« Il paraît invraisemblable que le comité accepte la suggestion transjordanienne, qui confierait au seul Roi Abdallah, le soin d'occuper avec son armée l'ensemble du territoire palestinien le jour-même du départ des Anglais ».*

Le fait de diffuser cet article de l'Agence France Presse, entité qui jouit d'une légitimité certaine, sans le commenter, montre que *L'Orient* souhaite faire partager cette opinion à ses lecteurs. Cela suppose que le journal puisse être du même avis. Le 10 avril, suite à des insistances du Roi Abdallah, ses propositions sont finalement acceptées par la Ligue, alors qu'il est de notoriété publique que la Légion arabe est commandée par des officiers britanniques. Ce peut être interprété comme une sorte de soulagement de se dire que l'intervention de la Légion arabe n'est que temporaire et sera rattrapée par une entité militaire arabe plus grande et organisée. Je choisis ici d'utiliser le terme « soulagement » car, pour la société libanaise très fière de sa souveraineté récemment acquise, dont *L'Orient* fait l'écho, confier la Palestine au Roi Abdallah équivaldrait à accepter son expansion territoriale, qui à terme menacerait la Syrie et le Liban, suivant son projet grand-syrien.

Ainsi, la perplexité quant à l'entrée en guerre de la Transjordanie se retrouve tant dans les milieux politiques que dans la presse. Elle constitue un vrai débat, et témoigne d'un déchirement des Arabes entre idéologie et pragmatisme. Suivre l'idéologie consisterait à refuser à la Légion arabe d'intervenir en Palestine étant donné que chacun sait qu'elle est commandée par l'ennemi des Arabes : la Grande-Bretagne. Cependant, suivre l'esprit pragmatique consisterait à accepter l'aide de « la meilleure armée au Moyen-Orient »<sup>117</sup>. Cela dit, l'idéologie rejoint un certain pragmatisme sur un point principal, notamment dans la société libanaise : une avancée territoriale d'Abdallah en Palestine pourrait marquer le début d'une entreprise plus large d'expansion qui menacerait alors la Syrie et le Liban.

---

<sup>116</sup> SOLAN Pierre (AFP, Le Caire), « La Palestine ne sera pas confiée au Roi Abdallah », *L'Orient*, 11 avril 1948

<sup>117</sup> « Amman offre la Légion arabe à l'ONU », *L'Orient* (republication d'un article de la United Press), 12 avril 1948

En fin de compte, le 12 mai 1948, à l'issue de la conférence d'Amman, le conseil de la Ligue arabe ratifie sa décision d'envoyer les armées d'Égypte, d'Irak, de Syrie et du Liban en Palestine aux côtés de la Légion arabe. Les plans du Roi Abdallah risquent alors d'être mis en péril.

- c) Le 12 mai 1948, un État-major commun commande les armées arabes régulières : la mise en péril des plans d'Abdallah ?

La stratégie du Roi Abdallah, fomentée lors de ses négociations avec les autorités sionistes en novembre 1947 et confirmée en février 1948 lors des discussions avec Ernest Bevin, consiste à entrer pacifiquement en Palestine. L'objectif est d'occuper les territoires destinés à l'État arabe du partage en évitant le maximum d'altercations avec les forces israéliennes. Il est donc plus aisé pour lui d'être autonome dans la guerre contre Israël, afin de pouvoir gérer plus facilement l'avancée des combats. La décision de faire entrer les autres armées arabes dans la guerre semble donc constituer un défi pour Abdallah. Après avoir relaté la discussion du 7 février 1948 entre Ernest Bevin et Abu el-Huda dans ses Mémoires, Glubb Pacha note ceci :

*« Il y a lieu de rappeler que lorsque cette conversation eu lieu, ni les Britanniques ni les Transjordanien ne se doutaient que la Ligue arabe interviendrait, et encore moins que les États arabes enverraient des troupes en Palestine. À l'époque où nous nous étions rendus à Londres, nous avons prévu que la Légion arabe occuperait la Palestine arabe (sauf Gaza et la Galilée), qu'elle y établirait la sécurité à l'intérieur, formerait une administration et patrouillerait sur la frontière de la zone juive. »<sup>118</sup>*

Le commandant explique ensuite brièvement les deux facteurs qui font « échouer » ce projet. D'une part, ce plan est mis en péril par la perte de contrôle des autorités britanniques en Palestine avant la fin du mandat, du fait de l'engrenage du conflit à l'échelle locale, notamment autour de la route de Jérusalem. D'autre part : « *la Ligue arabe, sous direction égyptienne, décida d'inciter ses membres à attaquer les Juifs dès la fin du mandat.* ». L'expression « *sous direction égyptienne* » fait logiquement référence au fait que le secrétaire d'État de la Ligue arabe à cette période est Azzam Pacha (depuis 1945 et jusqu'en 1952), un Égyptien. Ce deuxième facteur d'échec est présenté de manière très simplifiée, et de façon à mettre en exergue l'influence égyptienne dans les prises de décisions de la Ligue arabe. En effet, Glubb

---

<sup>118</sup> GLUBB John B., *Un soldat avec les Arabes*, Plon, Paris, 1958 (p.44)

pourrait partir du principe que, puisqu'Azzam Pacha est égyptien, il aurait tendance à suivre la ligne politique de l'Égypte, plus radicale que celle de la Transjordanie vis-à-vis de la question palestinienne. En effet, en disant que la Ligue arabe pousse ses membres à « *attaquer les Juifs dès la fin du mandat* », il semble bien qu'il sous-entende une attitude hâtive et violente. Or, il s'agit surtout de la ligne politique définie dès 1947 par la Ligue arabe, de soutien à la cause palestinienne et de refus du plan de partage<sup>119</sup>. En tous cas, cette insistance sur la « *direction égyptienne* » met en exergue les divisions au sein de la Ligue arabe : depuis sa création, elle est composée de deux « clans » : un clan hachémite regroupant la Transjordanie et l'Irak, et un clan anti-hachémite, composé de l'Égypte et de l'Arabie saoudite.

En outre, la nouvelle de l'entrée en guerre des armées régulières arabes semble être bien accueillie dans la presse libanaise francophone. En témoigne un article de *L'Orient* daté du 18 mai<sup>120</sup> qui fait le commentaire de la déclaration publiée le 16 mai par la Commission politique de la Ligue arabe. Cette déclaration est l'aboutissement des discussions menées depuis avril en son sein. L'auteur de cet article semble confiant et soulagé par les décisions de la Ligue, notamment sur le fait qu'elles semblent mettre un point final aux projets du Roi Abdallah sur la Palestine :

*« Quand ils proclament qu'ils n'ont pas de visées territoriales en Palestine, qu'ils retireront leurs forces armées dès que l'ordre et la paix auront été rétablis et que, enfin, ils entendent permettre aux populations arabes et juives d'user de leur droit sacré à disposer d'eux-mêmes, les gouvernements arabes opposent un démenti formel aux rumeurs selon lesquelles le Roi Abdallah pénètre, aujourd'hui, en Palestine pour ne plus en repartir. ».*

Certes, la Légion arabe agit en Palestine depuis le 10 avril, mais par cette déclaration, les gouvernements arabes s'engagent à respecter la souveraineté palestinienne, et donc à faire se retirer les forces transjordaniennes à l'issue de la guerre. D'autant plus qu'ils semblent disposer d'un accord avec le roi de Transjordanie :

*« Les documents publiés samedi à Beyrouth permettent donc de supposer que M. Riad el-Solh et M. Abdel-Rahman Azzam sont parvenus à convertir le Roi Abdallah et son gouvernement au point de vue des autres gouvernements arabes. ».*

---

<sup>119</sup> En novembre 1947, aucun État de la Ligue arabe n'accepte la proposition du plan de partage de la Palestine, sauf le Roi Abdallah de Transjordanie.

<sup>120</sup> K.L., « Pour les Arabes, comme pour les Juifs », *L'Orient*, 18 mai 1948, cf annexe 7 p.158

Ce que l'auteur pourrait cependant noter, mais il ne le fait pas, est que le roi puisse ne pas être totalement sincère dans sa « conversion ». Cette omission pourrait avoir comme objectif d'apaiser les doutes de l'opinion libanaise francophone sur la cohérence de la Ligue arabe vis-à-vis de la question palestinienne. Cette manœuvre semble avoir pour but de rassurer l'opinion quant à l'intervention arabe coordonnée en Palestine.

Un autre élément est interpellant dans cet article :

*« Jusqu'à la veille du 15 mai, on avait eu, ici et ailleurs, le sentiment que le rôle principal dans la libération de la Palestine serait confié à la Légion arabe du Roi Abdallah et aux unités spécifiquement transjordaniennes, récemment constituées à Amman. »*

*« [...] Les Transjordaniennes, aujourd'hui, ne sont pas seuls en Palestine. »*

Là, on décèle un soulagement quant à la même problématique d'une intervention arabe coordonnée, qui vise à empêcher la Transjordanie, dont les ambitions sont douteuses, d'être à la tête des combats en Palestine.

En effet, le 30 avril le Conseil décide de nommer le Roi Abdallah commandant suprême de toutes les armées arabes agissant en Palestine. Son État-Major, composé d'officiers des différentes armées arabes, est chargé de la coordination des opérations militaires. Cette nouvelle, additionnée à l'entrée de la Légion dès le mois d'avril en Palestine, explique l'inquiétude de l'opinion arabe par rapport au déroulement et à l'issue du conflit en Palestine.

Cependant, selon Henry Laurens<sup>121</sup> :

*« Le choix de la Ligue de désigner Abdallah comme commandant suprême s'explique par le fait qu'il n'a pas de compétiteur après la mort d'Abd al-Qadir al-Husseini et la défaite de Qawuqji, c'est-à-dire par l'échec de la stratégie de la guerre de guérilla. »*

En effet, Abd al-Qadir al-Husseini, commandant de l'Armée de la Guerre sainte qui encadre les Palestiniens, meurt au combat le 9 avril. Quant à Qawuqji, l'Armée de libération qu'il dirige se trouve dès le mois d'avril en échec face au plan Dalet des forces sionistes.

*« L'intention de Azzam Pacha est d'imposer un contrôle sur les mouvements de l'armée jordanienne et de rendre impossible une éventuelle annexion d'une partie du territoire palestinien par la Jordanie. Il fournit une aide financière de 250 000 livres à la Jordanie au*

---

<sup>121</sup> LAURENS Henry, *La question de Palestine*, Tome troisième, 1947-1967, *L'accomplissement des prophéties*, Fayard, 2007 (p.87-88)

*nom de la Ligue des États arabes, avance sur un total promis de 3 millions de livres. Mais il se refuse à agir auprès des Égyptiens quand ces derniers confisquent un chargement de munitions destiné à la Légion arabe lors de son passage par le canal de Suez. ».*

L'objectif suivi par la Ligue arabe serait donc, en incorporant Abdallah à un poste clé de l'intervention, de le canaliser, « *de subordonner le royaume hachémite à la Ligue des États arabes et à l'Égypte, qui en est la puissance dominante. ».*

Ainsi, l'entrée des armées régulières arabes en Palestine constitue une menace pour les plans d'Abdallah, puisque l'objectif sous-jacent de la Ligue est de mettre en échec ses ambitions territoriales. C'est peut-être un des seuls moments où la presse libanaise francophone, et derrière elle une large part de l'opinion publique, semble avoir confiance en la Ligue arabe. Cependant, par le fait même que le déclenchement d'une guerre israélo-arabe soit l'occasion de régler des différends internes, l'unité des forces armées arabes dans la guerre contre Israël, qui pourrait faire leur puissance, est mise en péril.

En effet, ce qui ressort le plus de l'évolution de l'intervention de la Ligue arabe dans la guerre de Palestine entre décembre 1947 et mai 1948 n'est pas, comme l'historiographie officielle israélienne l'atteste, la formation d'un bloc arabe unifié contre l'ennemi israélien. Il s'agit plutôt de l'indétermination au sein de la Ligue, ainsi que des tensions interarabes. Ces tensions se cristallisent autour de la figure du Roi Abdallah, suscitant la défiance de ses voisins arabes par son comportement politique ambigu. Déchirée entre pragmatisme militaire et crainte du règne de l'intérêt de chacun dans le conflit, la Ligue arabe passe beaucoup de temps à essayer de concilier les ambitions. Cependant, sur place, la situation urge. Cet empressement profite en premier lieu à Légion arabe : elle est autorisée dès avril à entrer en Palestine. Mais le 10 mai est décidé un commandement commun des armées arabes en Palestine, ce qui complexifie les plans du Roi Abdallah. D'autant plus que le premier théâtre de guerre à partir du 15 mai 1948 est le plus délicat : Jérusalem, la Ville sainte tant convoitée, mais dont le statut n'a pas été discuté dans les négociations israélo-transjordanienues.

## 2. Le roi sous pression arabe : les combats à Jérusalem

Dans la nuit du 13 au 14 mai 1948, le mandat britannique sur la Palestine prend officiellement fin. Quelques heures après est proclamé l'État d'Israël. Le lendemain, les armées égyptienne, syrienne, irakienne, jordanienne et libanaise déclarent la guerre à Israël. Comme illustré sur la carte suivante<sup>122</sup>, les troupes syriennes avancent de part et d'autre du lac de Tibériade, tandis qu'au sud les Irakiens et les Transjordanais marchent en Cisjordanie et que l'armée égyptienne avance de Gaza vers Jaffa et Tel Aviv ainsi qu'au Néguev.



Le 16 mai, les forces juives tentent d'entrer dans la vieille ville de Jérusalem alors qu'une trêve y est instaurée durant les derniers jours du mandat. Le lendemain, suite à l'appel à l'aide des défenseurs arabes, le roi ordonne au commandant de la Légion d'envoyer des

<sup>122</sup> Philippe REKCEWICZ, « La première guerre israélo-arabe », *Le Monde diplomatique*, avril 1998, en ligne [<https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/procheorient1949>], consulté le 06/03/2017

troupes pour défendre la vieille ville. À l'issue de neuf jours d'intenses combats, le quartier juif de la vieille ville se rend à la Légion arabe le 28 mai. Les combats à Jérusalem constituent une problématique spécifique de la guerre israélo-arabe en ce qu'il s'agit d'une bataille acharnée entre forces israéliennes et troupes transjordanienne allant à l'encontre des plans mis en place par les alliés secrets.

En effet, la question de Jérusalem est jusque-là quasiment absente des négociations entre Transjordanien et sionistes. Ni les discussions entre Golda Meyerson et Abdallah 17 novembre 1947, ni leur nouvelle rencontre secrète dans la nuit du 10 au 11 mai 1948<sup>123</sup> n'ont porté sur Jérusalem. L'un des seuls moments où la question de la Ville sainte est soulevée entre les deux partis est quand Glubb Pacha, soucieux de voir son armée détruite en observant l'agressivité des forces sionistes, envoie l'un de ses officiers britanniques prendre contact clandestinement avec les responsables de la Haganah, le 2 mai 1948. Il tient à connaître les objectifs territoriaux réels des sionistes, mais l'envoyé n'a le droit à aucune réponse claire. En ce qui concerne le secteur de Jérusalem, les responsables de la Haganah disent qu'il n'y a pas de risque d'affrontement si la Légion n'y intervient pas et si la liberté de circulation y est rétablie.<sup>124</sup> Jérusalem est prévue zone internationale par le plan de partage, et les négociations israélo-transjordanienne étant basées sur les frontières du plan de partage, cela pourrait expliquer que ce sujet n'ait pas été traité clairement. C'est très probablement également parce que les intérêts des deux partis auraient été irréconciliables.

Dès le mois d'avril 1948, les relations sont particulièrement tendues entre les autorités sionistes et transjordanienne du fait de l'agressivité des forces sionistes et de l'entrée prématurée de la Légion arabe en Palestine. L'entente entre les deux partis s'étant construite en temps de paix, elle est mise à mal par l'atmosphère guerrière, et surtout par le double jeu qu'Abdallah doit perpétuer, cette fois sur le front.

La bataille de Jérusalem est intéressante en ce qu'elle met en exergue les difficultés du Roi Abdallah dans la guerre de 1948, révélant l'imprévu des négociations israélo-transjordanienne. En tant que Ville sainte, Jérusalem dévoile les conceptions sentimentales et plus seulement stratégiques du roi de Transjordanie, qui le poussent à entrer en guerre contre son allié. En tant qu'espace stratégique, elle fait apparaître une confrontation entre enjeux

---

<sup>123</sup> Cette rencontre a lieu du fait que les dirigeants juifs ont l'impression qu'Abdallah se rallie finalement aux côtés du reste du monde arabe après son appointment au commandement des forces armées arabes le 30 avril 1948.

<sup>124</sup> LAURENS Henry, *La question de Palestine, Tome troisième, 1947-1967, L'accomplissement des prophéties*, Fayard, 2007 (p.90)

politiques et enjeux militaires et révèle l'importance d'autres acteurs que le seul roi de Transjordanie, et de ce fait les rapports de forces internes à la Légion arabe.

a) La spécificité du terrain de Jérusalem

Jérusalem tient une place centrale dans les religions juive, chrétienne et musulmane. S'y trouve la mosquée al-Aqsa et le dôme du rocher, bâtis par le calife omeyyade Abd al-Malik. Selon Daniel Pipes<sup>125</sup> :

*« l'impact de la cité et des émotions qu'elle suscite auprès des Musulmans croît régulièrement lorsqu'elle revêt une grande importance politique. Inversement, lorsque l'utilité de Jérusalem s'amoindrit, son statut et les passions qu'elle incarne pâlisent à l'unisson. ».*

En effet, Jérusalem, et en particulier la mosquée al-Aqsa, est à l'époque contemporaine le lieu de nombreuses manifestations politiques de leaders arabes. Ce phénomène s'amplifie considérablement au XX<sup>ème</sup> siècle : par exemple, Hajj Amin al-Husseini place ce bâtiment au centre de ses efforts politiques et mobilisateurs anti-sionistes.

De la même façon, au début de la guerre de 1948, Jérusalem revêt une importance politico-religieuse considérable pour les Arabes, et aussi, plus spécifiquement, pour le Roi Abdallah. La Légion arabe étant l'unique armée arabe à entrer en combats à Jérusalem, il revient au roi de Transjordanie de préserver la Ville sainte pour qu'elle reste aux Arabes. C'est ici un enjeu stratégique pour le souverain hachémite puisque sauver Jérusalem des mains juives renforcerait sa légitimité à occuper la Palestine.

Cependant, l'initiative ne vient pas exclusivement de lui. Dès le départ des britanniques, les forces sionistes lancent l'assaut sur les bâtiments officiels abandonnés, puis sur les quartiers arabes. L'objectif est de libérer le quartier juif de Jérusalem, enclave assiégée depuis quelques mois. Les sionistes s'approprient parallèlement à encercler la Ville sainte. En réaction à cette offensive, les notables palestiniens et combattants sur place envoient une délégation à Amman, comprenant Mustafa al-Siba'i, le chef des Frères musulmans syriens. Ils demandent au Roi Abdallah l'intervention urgente de la Légion arabe à Jérusalem, ce qu'il refuse. Siba'i se tourne alors vers le Président syrien pour lui demander d'appuyer sa demande auprès de la

---

<sup>125</sup> PIPES Daniel, « Les revendications des Musulmans sur Jérusalem », *Controverses*, n°17, 2011, en ligne [<http://fr.danielpipes.org/1878/les-revendications-des-musulmans-sur-jerusalem>], consulté le 14/03/2017

Transjordanie.<sup>126</sup> Selon Suleiman Musa, dès les premiers jours de l'entrée de la Légion arabe en Palestine, plusieurs officiers arabes commencent à montrer des signes d'impatience face à la posture défensive adoptée par leurs commandants (britanniques) et à la précaution mise en œuvre pour éviter un affrontement avec les Juifs. Par exemple, au cours d'une visite aux troupes de la Légion en Samarie, Glubb Pacha accompagné du prince Talal, reçoivent de dures critiques sur l'attitude paresseuse de la Légion, critiques qui parviennent rapidement à Amman<sup>127</sup>.

Ces éléments montrent qu'une lourde pression des acteurs arabes du conflit commence à peser sur Abdallah. Cela peut paraître paradoxal par rapport à ce qui a été développé précédemment sur la suspicion de l'opinion arabe envers les projets du roi de Transjordanie. De fait, la situation d'urgence, et la conscience que seule la Légion arabe puisse être efficace dans des combats à Jérusalem efface toute appréhension politique à l'échelle locale. Cette requête prend la forme d'une sollicitation à la solidarité entre les Arabes, contre l'ennemi commun qu'est Israël.

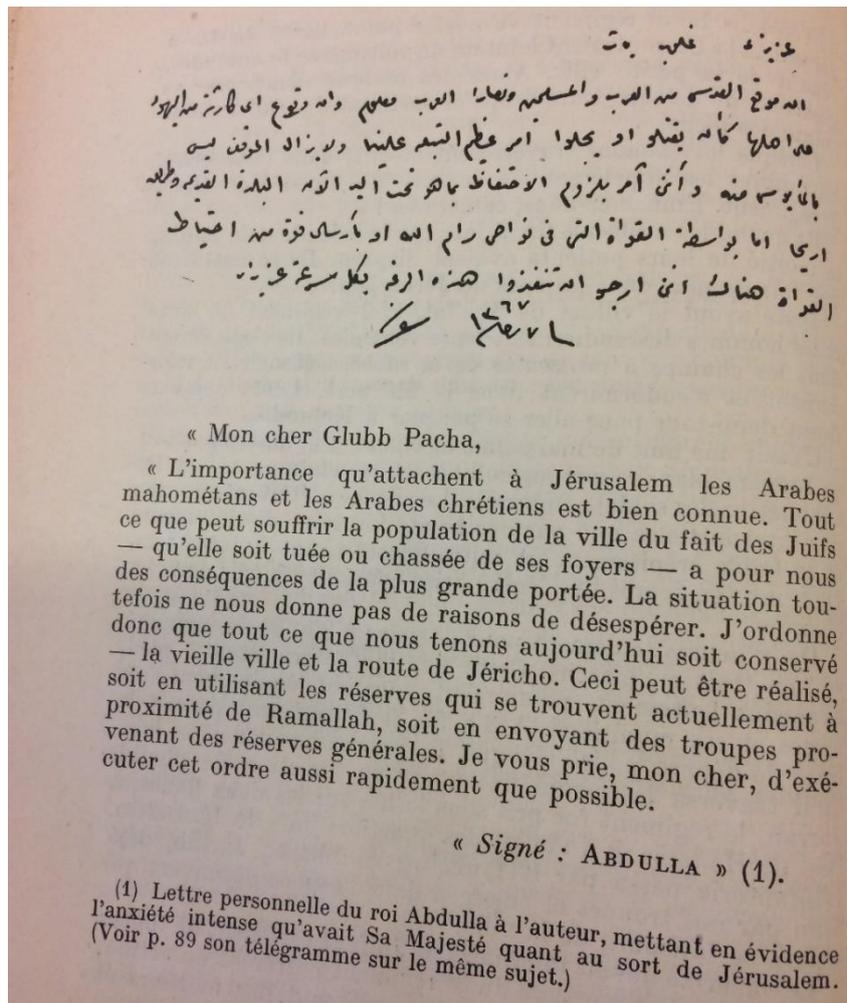
Dans ses Mémoires, Glubb Pacha publie une lettre que le roi lui a envoyé personnellement à cette période<sup>128</sup> :

---

<sup>126</sup> LAURENS Henry, *La question de Palestine, tome troisième, 1947-1967, L'accomplissement des prophéties*, Fayard, 2007 (p.111)

<sup>127</sup> MUSA Sulayman, *Tarikh al-urdunnfi 'l-qarnal-'ishrin* (« L'histoire de la Jordanie au XXe siècle »), Amman, 1959 (p.129-130) cité dans SELA Avraham, "Transjordan, Israel and the 1948 war: myth, historiography and reality", *Middle Eastern Studies*, vol 28, n°4, octobre 1992, pp.623-688 (p.649)

<sup>128</sup> GLUBB John B., *Un soldat avec les Arabes*, Plon, Paris, 1958 (p.102)



Cette lettre est datée de l'année 1367 du calendrier hégirien correspondant aux années 1947-1948 du calendrier grégorien. Cet élément ne figure pas dans la traduction faite par Glubb. En dessous semblent figurer des indications plus précises, mais elles sont très peu lisibles. On peut y voir le chiffre 7, qui pourrait éventuellement préciser qu'il s'agirait du septième mois de l'année 1367, soit le Rajab, qui correspond au mois de mai 1948. Par son contenu on peut imaginer que cette lettre ait été envoyée après l'entrée de la Légion arabe à Jérusalem (le 18 mai) puisque le roi ordonne à son commandant que « *tout ce que nous tenons aujourd'hui soit conservé* » en parlant de la vieille ville et la route de Jéricho, qui sont officiellement acquises le 28 mai.

L'objet de cette lettre est un conseil militaire donné par le roi à Glubb, lui demandant de renforcer la présence de la Légion à Jérusalem et autour. Dans sa forme, elle indique l'urgence de la situation : il faut s'exécuter « *aussi rapidement que possible* ». Par ailleurs, le Roi Abdallah s'y pose en leader du peuple arabe : « *Tout ce que peut souffrir la population de la ville du fait des Juifs [...] a pour nous des conséquences de la plus grande portée* ». Il est comme investi d'une mission de sauvetage. Il ne mentionne d'ailleurs pas le terme

« Palestiniens », mais utilise le mot « *population* », et parle des « Arabes », « mahométans » ou « chrétiens ». Il se considère, avec les populations palestiniennes locales, comme appartenant à la même communauté.

En outre, si Abdallah refuse dans un premier temps d'intervenir à Jérusalem, c'est très probablement parce qu'il ne veut pas affronter les forces israéliennes, dans la ligne de son accord avec elles. Cependant, il change très vite d'avis. Abdallah est attaché personnellement à la ville de Jérusalem : son père, le chérif Hussein, est enterré au *Haram al-Sharif*, le sanctuaire sacré des musulmans, sur l'esplanade des mosquées. Conquérir Jérusalem serait pour lui l'occasion d'accomplir la vocation de la dynastie hachémite d'être gardienne des Lieux saints islamiques. Selon Ronen Yitzhak<sup>129</sup>, Jérusalem est à ce moment-là une « petite consolation » pour l'énorme échec d'Abdallah à gouverner les Lieux saints du Hedjaz au début des années 1920.

Dès le 17 mai, Abdallah demande à Glubb de faire mouvement vers les positions juives afin de calmer les offensives sur les quartiers arabes. Glubb hésite énormément, car il sait que dans ce cas ce serait une guerre ouverte avec l'État juif. Au-delà de son appréhension à violer le plan de partage, le commandant de la Légion arabe est inquiet par des aspects pratiques : son armée n'est pas entraînée à combattre dans des espaces étroits comme les rues de Jérusalem. Il ignore les nombreux télégrammes que lui envoient le roi lui-même et son Ministère de la Défense. Impatienté, Abdallah envoie le jour-même Abdallah al-Tall, un des principaux officiers arabes de la Légion en charge de l'espace de Jérusalem, envahir la Ville sainte. Il pense qu'en tant qu'Arabe, son engouement serait plus efficace pour intervenir rapidement<sup>130</sup>. Tardivement dans la journée du 18 mai, Glubb envoie une compagnie de 100 hommes à Jérusalem. Le 19 mai il forme une colonne de 300 hommes qui stoppe l'encerclement en cours en reprenant le quartier de Shaykh Jarra.

Selon Ronen Yitzhak:

*“When the Jews launched Operation Kilshon, Abdallah used it as an excuse to have his soldiers enter the city. He refused any requests for a ceasefire as he could not give up the chance*

---

<sup>129</sup> YITZHAK Ronen, “A small consolation for a big loss : King Abdullah and Jerusalem during the 1948 war”, *Israel affairs*, vol 14, n°3, juillet 2008, pp.398-418 (p.414)

<sup>130</sup> *Ibid* (p.407)

*of controlling Jerusalem, and that is why he replaced Glubb with Abdallah al-Tall when Glubb refused his order to have his soldiers invade the city.*»<sup>131</sup>

Cet argument est bien-sûr recevable puisqu'il va dans le sens des ambitions du roi de Transjordanie, d'autant plus qu'il se base sur le fait que la Légion arabe est déjà placée autour de Jérusalem avant le 16 mai. Cependant, je me permets d'émettre l'hypothèse que les pressions de la part du camp arabe sur Abdallah, leurs appels répétés, jouent eux-aussi un rôle dans sa décision de se lancer dans une bataille à Jérusalem. D'autant plus que ce combat est périlleux pour le roi : depuis avril 1948 les forces sionistes font leurs preuves sur le terrain ; en les attaquant de front, le roi trahit leur alliance, et risque des représailles. Parmi ces représailles qui le bloqueraient dans ses ambitions, figure le fait que les forces israéliennes pourraient ne plus se retenir d'envahir l'est de la Palestine destinée selon leur accord à la Transjordanie.

Les combats à Jérusalem prennent fin le 28 mai, avec la chute du quartier juif de la vieille ville. Les Transjordaniens expulsent 1 700 Juifs qui y étaient restés. Le roi devient ainsi le sauveur de la Ville sainte. Par sa symbolique, Jérusalem suscite de l'émotion, ce qui pourrait pousser le Roi Abdallah à intervenir pour sauver la population arabe et préserver les Lieux saints. Selon moi, sans fermer les yeux sur les intérêts politiques du souverain à prendre cette ville, il faut considérer la part d'émotion que suscite la Ville sainte, conjuguée avec l'esprit de fraternité arabe, dans l'intervention du roi à Jérusalem. En effet, cette bataille révèle la complexité du conflit en cours en Palestine, mettant en scène des acteurs aux intérêts variés, et opposant de front les alliés secrets.

b) La complexité de l'intervention de la Légion arabe à Jérusalem : la confusion entre les alliés secrets, la confrontation des aspirations au sein de la Légion arabe

o Questionner l'alliance israélo-transjordanienne pendant la guerre

En 1998, Avraham Sela publie un article intitulé « *Transjordan, Israel and the 1948 war: myth, historiography and reality* »<sup>132</sup>. Son objectif est de relativiser les acquis historiques de la nouvelle histoire israélienne sur la « collusion » des intérêts transjordaniens et israéliens,

---

<sup>131</sup> YITZHAK Ronen, "A small consolation for a big loss : King Abdullah and Jerusalem during the 1948 war", *Israel affairs*, vol 14, n°3, juillet 2008, pp.398-418 (p.415), « Quand les Juifs ont lancé l'opération Kilshon, Abdallah l'utilisa comme prétexte pour faire entrer ses soldats dans la ville. Il refusa toute demande de cessez-le-feu puisqu'il ne pouvait pas reculer devant cette chance de contrôler Jérusalem, et c'est pour cela qu'il remplaça Glubb par Abdallah al-Tall quand Glubb refusa l'ordre d'envoyer ses soldats envahir la ville. »

<sup>132</sup> SELA Avraham, "Transjordan, Israel and the 1948 war: myth, historiography and reality", *Middle Eastern Studies*, vol 28, n°4, octobre 1992, pp.623-688

selon lesquels leurs négociations antérieures auraient mis sur pied une alliance indéfectible. Cette interprétation historique postule que la bataille et la division de Jérusalem entre forces israéliennes et transjordanienne à l'issue de la guerre sont le produit direct des accords secrets entre les deux partis. Pour contre-carrer ces acceptations simplistes et quasiment de type complotistes, Sela se concentre sur la bataille de Jérusalem. En effet, c'est cette phase des combats, essentielle dans la guerre de 1948, qui met en exergue la complexité des relations entre Transjordanien et Israélien. Là règnent l'imprévu et l'improvisation. Par ailleurs, Glubb Pacha tient dans cette problématique une place essentielle. Sela postule qu'Abdallah, loin d'être seul, s'efface dans la bataille de Jérusalem derrière Glubb Pacha qui mène les troupes et doit gérer les problématiques à la fois politiques et militaires. J'ajoute à cette argumentation la place stratégique que prend l'officier Abdallah al-Tall dans cette bataille, agissant dans une volonté panarabiste plutôt que d'expansion du royaume transjordanien.

La pression arabe pesant sur Abdallah développée précédemment met en danger les relations israélo-transjordanienne. Avraham Sela expose l'idée que les fondations de l'accord entre Abdallah et l'Agence juive sur le partage de la Palestine dès août 1946 sont substantivement modifiées pendant la guerre non-officielle (de décembre 1947 à mai 1948), rendant cet accord vétuste et caduque en 1948. Selon lui, l'intervention de la Légion arabe à Jérusalem n'est pas planifiée à l'avance mais imposée par ses circonstances. Ce processus se reflète dans le mécanisme d'intervention de la Légion : elle arrive tardivement ; avec réserve et des différends entre les décideurs ; la communication est défectueuse entre les deux partis et les intentions de l'opposant souvent mal interprétées<sup>133</sup>.

En effet, la nécessité de discrétion d'Abdallah quant à son accord avec les forces sionistes, additionnée à son inquiétude croissante face à leurs conquêtes et à leur agressivité depuis le mois d'avril, provoquent une rupture des relations entre l'Agence juive et le Roi Abdallah. Elles sont à l'origine d'une incompréhension mutuelle de l'action de l'autre : les deux partis ne se font pas confiance une fois sur le terrain. Cette situation est le fait de l'entrée des autres armées arabes dans la guerre, chamboulant les projets pacifiques des sionistes et des Transjordanien.

---

<sup>133</sup> SELA Avraham, "Transjordan, Israel and the 1948 war: myth, historiography and reality", *Middle Eastern Studies*, vol 28, n°4, octobre 1992, pp.623-688 (p.627)

- Démonstration à partir de l'incident de Gush Etzion

Un exemple de malentendu entre les deux armées à Jérusalem a lieu le 12 mai 1948, trois jours avant le déclenchement de la guerre officielle. La route reliant Jérusalem à Hébron constitue à ce moment-là un théâtre d'affrontement entre forces sionistes et armées locales arabes. Les colonies de Gush Etzion sur cette route, isolées en zone arabe, coupent les voies de communication de la Légion arabe vers Jérusalem. En effet, l'instruction donnée à cette garnison est de détourner les forces arabes du secteur de Jérusalem. Or, ce passage est indispensable au bon fonctionnement de la Légion, et à fortiori situé dans la zone arabe du partage. Après avoir essayé en vain de lancer une action punitive sur ce groupe de colonies le 4 mai, les commandants locaux de la Légion tiennent à mettre un terme à cette menace. À partir du 12 mai et sous le commandement d'Abdallah al-Tall, la Légion entreprend un investissement méthodique des lieux. Al-Tall est l'un des commandants locaux évoqués précédemment, visiblement excédé par la passivité du commandement supérieur de la Légion. Nous reviendrons sur ce personnage à la fin de la troisième partie du mémoire. Après la reddition le 14 mai, certains des défenseurs de Gush Etzion sont massacrés par des villageois arabes de la région d'Hébron et les autres sont faits prisonniers par la Légion arabe.

Cet évènement est mal interprété par les autorités sionistes, qui voient là une attaque frontale de la Légion arabe sur les forces juives. Là commencent les appréhensions de Ben Gourion sur l'offensive de la Légion arabe à Jérusalem. Cet accident alimente les soupçons du Premier ministre quant à un complot entre Abdallah et la Grande-Bretagne qui viserait à empêcher la création d'un État juif. Cette idée est fautive bien-évidemment, mais le problème est que les opinions divergentes d'Abdallah, Glubb Pacha et des commandants locaux comme Abdallah al-Tall, se font au détriment des plans militaires fixés par les négociations israélo-transjordanienues.

En effet, il y a à posteriori des interprétations contradictoires sur les conditions de cette offensive. Dans son ouvrage publié en 1958<sup>134</sup>, Abdallah al-Tall affirme que c'est lui qui organise l'assaut, désobéissant aux instructions de Glubb qui prône la non-intervention. Il aurait fait croire à son commandant que la Légion était attaquée. Cependant, Glubb Pacha revendique dans ses Mémoires la responsabilité de cette action de liquidation, du fait de la trop grande dangerosité de cette position pour les communications de son armée. Il semblerait en tous cas

---

<sup>134</sup> AL-TALL Abdallah, *Karithat filastin* (« La catastrophe de Palestine »), Le Caire, 1958, cité dans LAURENS Henry, *La question de Palestine, tome troisième, 1947-1967, L'accomplissement des prophéties*, Fayard, 2007 (p.95)

qu'Abdallah ait été au courant de cette opération, et y aurait donné son consentement.<sup>135</sup> Cette situation met en exergue le manque de coordination entre les différents acteurs de l'armée transjordanienne.

Ainsi, la bataille de Jérusalem révèle le manque de coordination à la fois entre les alliés secrets israélo-transjordaniens et entre les acteurs de la Légion arabe aux aspirations différentes, voire opposées. Cette atmosphère de chaos est difficile à gérer en ce qu'elle émane d'une imbrication des conceptions politique et militaire de la guerre. Les forces sionistes sont en position d'offensive contre les forces arabes locales. Glubb Pacha cherche à respecter les ordres de la communauté internationale et de la Grande-Bretagne le sommant de ne pas briser la trêve de Jérusalem ; en vertu des accords israélo-transjordaniens et pour protéger son armée il est réticent à attaquer de front les forces sionistes. Abdallah al-Tall, pris dans l'engouement des officiers arabes locaux à l'idée d'affronter l'ennemi, semble avoir lancé l'offensive contre les Juifs avant-même la fin du mandat. Abdallah, quant à lui, essaie de continuer à gérer autant qu'il peut la pression des populations locales et de ses officiers arabes, tout en gardant à l'esprit la dangerosité d'affronter les forces sionistes. Le 17 mai, agacé par le mutisme de Glubb Pacha, le roi charge son officier arabe Abdallah al-Tall d'envoyer de premiers renforts à Jérusalem. Il est retenu dans l'historiographie arabe, et apparemment également au sein de la population locale<sup>136</sup> comme le libérateur de la vieille ville de Jérusalem, au détriment de Glubb Pacha qui est pourtant le commandant suprême de la Légion arabe.

Pendant la guerre de 1948, Abdallah ne peut pas se fier qu'à son pragmatisme qui l'amenait auparavant à considérer la Palestine comme un espace simplement stratégique. Avec la problématique de Jérusalem, le roi de Transjordanie semble se rendre réellement compte de l'émotion que suscite la Ville sainte pour les Arabes, ainsi que de l'engouement de ses officiers pour faire la guerre contre Israël. D'autant plus qu'à ce moment-là tout se joue au niveau militaire, et que ce domaine est confié à Glubb Pacha qui garde, lui, une attitude plus

---

<sup>135</sup> LAURENS Henry, *La question de Palestine, tome troisième, 1947-1967, L'accomplissement des prophéties*, Fayard, 2007 (p.96)

<sup>136</sup> Dans une lettre que le ministre plénipotentiaire de France à Amman envoie au ministre des Affaires étrangères, il dit d'Abdallah al-Tall qu'il « est considéré comme le libérateur de la vieille ville de Jérusalem. » : MAE La Courneuve fond « Transjordanie – Jordanie Hachémite (1944-1952) » (côte 369QONT), carton 439, dossier « Questions relatives à la question palestinienne » : « Rattachement de la Palestine arabe à la Transjordanie », lettre n°176/AL, 29 mars 1949, cf annexe 10 p.165

pragmatique, mais hésitante. On observe ici une complexification dans les relations d'alliances stratégiques et dans la coordination des acteurs d'une même force dans la guerre.

Malgré le règne de la confusion et les difficultés de coordinations politiques et militaires, Abdallah sort victorieux de la bataille de Jérusalem. Il sort également victorieux de la guerre israélo-arabe avant même sa fin officielle, puisque dès le mois d'octobre 1948, il parvient à occuper militairement et d'une façon durable les territoires de Cisjordanie et de Jérusalem-est, son objectif initial.

### **3. La victoire transjordanienne**

Un cessez-le-feu est signé le 11 juin 1948 suite à l'arrivée du comte Folke Bernadotte, médiateur envoyé par l'ONU. Ce moment est mis à profit par les deux camps pour reconstituer leurs forces, avec un avantage certain pour Israël. Les combats reprennent le 8 juillet 1948 et sont marqués par un succès considérable de l'armée israélienne. Elle prend notamment la Galilée et la région de Jérusalem (excepté Jérusalem-est). Après un nouveau cessez-le-feu signé le 18 juillet, les combats reprennent le 15 octobre. Dans le Néguev, l'armée israélienne affronte l'armée égyptienne et les combats cessent le 7 janvier 1949 avec la victoire de cette dernière. La Légion arabe jordanienne conserve la Cisjordanie et Jérusalem-est. À cette victoire militaire s'ajoute une composante politique importante : les projets du médiateur de l'ONU vont dans le sens des ambitions du roi de Transjordanie.

Le comte Folke Bernadotte est le premier médiateur officiel de l'UNSCOP, nommé le 20 mai 1948 avec l'objectif de faire cesser les combats et de superviser la mise en application d'un partage territorial entre Israël et les États arabes. Le 27 juin, il propose un plan de partage composé d'un État juif sur 20% de la Palestine au lieu des 55% prévus par le plan de 1947, confédéré avec la Transjordanie. L'État arabe disparaît du partage et son territoire est attribué à la Transjordanie. Y est prévu le rapatriement ou le dédommagement des réfugiés. Ce plan est rejeté par tous les partis, y compris arabes. Le 16 septembre, Folke Bernadotte propose un nouveau plan de partage dans lequel la Transjordanie annexerait le Néguev, la Judée et la Samarie. L'idée de la confédération disparaît, et est prévu un État juif sur la Galilée. Le passage de Jérusalem serait sous contrôle international et reste l'idée du rapatriement ou dédommagement des réfugiés. Ce second plan est de nouveau refusé par les Israéliens et les pays arabes. La Transjordanie, grande gagnante du projet de Bernadotte, n'ose pas accepter du fait de l'état de guerre contre Israël et des soupçons de collaboration qui pèsent sur lui. Le 17 septembre, le comte Bernadotte est assassiné par un homme du groupe Stern. Son successeur,

Ralph Bunche, arrive à imposer un cessez-le-feu, mais ne perpétue pas l'idée d'un État arabe incorporé à la Transjordanie. Cependant, la médiation de Bernadotte aide à entériner l'idée, aux échelles régionale et internationale, d'une incorporation de la partie arabe de Palestine au royaume transjordanien.

Une fois éloigné des combats, à partir du cessez-le-feu de juillet, le Roi Abdallah s'applique à pérenniser et légitimer son occupation des territoires arabes de Palestine. Cela passe par la réunion d'un congrès de notables palestiniens le 1<sup>er</sup> décembre 1948 à Jéricho, où l'objectif est de présenter l'unification des « deux rives du Jourdain » comme l'unique solution viable pour la préservation du peuple palestinien. Par ailleurs, dans ce contexte de l'aboutissement des ambitions du roi de Transjordanie, il est intéressant de se pencher sur la réception de l'occupation transjordanienne dans le monde arabe, notamment dans la presse libanaise francophone.

a) Le congrès de Jéricho : enjeux et réception dans la presse libanaise francophone

À la fin de l'année 1948, avec le retrait progressif des troupes égyptiennes de Palestine du fait de l'agression israélienne dans le Néguev et leur avancée en Galilée contre l'Armée de libération arabe, les armées moyen-orientales se sentent définitivement vaincues. Par ailleurs, la deuxième partie de l'année 1948 est marquée par des suspicions dans l'opinion arabe sur le comportement de la Légion arabe dans la guerre. Ceci découle du fait que le 11 juillet, la Légion arabe, sous ordre de Glubb Pacha, se retire de ses positions stratégiques à Lydda et Ramleh, un couloir entre Tel Aviv et Jérusalem qui permettrait aux Israéliens de désenclaver Jérusalem. La Légion arabe, et par extension le Roi Abdallah, sont accusés de n'être motivés que par des intérêts nationaux, qui seraient, d'autant plus, dictés par la puissance britannique. Cette animosité est accentuée par l'appel d'Ernest Bevin à la reprise du cessez-le feu après la chute des deux villes, ce qui laisserait Lydda et Ramleh aux mains israéliennes.

o Les enjeux du congrès de Jéricho

Pour saper les ambitions du roi, les membres de la Ligue arabe, menés par l'Égypte, organisent la création d'un gouvernement arabe en Palestine, né le 22 septembre à Gaza : « le Gouvernement de toute la Palestine ». À la mi-octobre, avec la poussée israélienne au Néguev contre l'armée égyptienne, le directoire de Gaza est contraint à s'expatrier au Caire. L'influence transjordanienne est renforcée par le départ de cette force concurrente du territoire de Palestine.

Le 1er octobre 1948 est organisé un premier congrès arabe palestinien par le Roi Abdallah à Amman dans l'optique de combattre la prééminence de ce gouvernement où l'influence du grand mufti se révèle prépondérante. Il donne « *pleine et entière délégation à Sa Majesté le Roi Abdallah pour parler au nom des Palestiniens arabes, soit pour négocier, soit pour traiter du problème palestinien comme Elle l'entend* »<sup>137</sup>.

Le congrès de Jéricho s'insère dans ce mouvement mené par le Roi Abdallah, mais porté par une voix officielle palestinienne, pour l'incorporation des territoires arabes de Palestine (y compris Jérusalem) au royaume de Transjordanie, dans le contexte de la fin de la guerre israélo-arabe de 1948. À l'aide d'une mise en scène bien réfléchie, il constitue un élément essentiel du processus de légitimation de la présence transjordanienne sur les territoires arabes palestiniens.

En effet, l'élan pour ce congrès est le fait d'Abdallah qui s'attèle à mener plusieurs entreprises de publicité et de propagande. La station de radio de Ramallah sous le contrôle de la Légion fait la publicité de cette conférence ; le gouverneur militaire de la Palestine occupée par la Transjordanie a comme mission d'assurer la venue du plus de notables possibles, utilisant la force si nécessaire ; les amis et alliés officiels ou non du roi, ainsi que les officiers de l'armée, font des tours dans les villages et dans les camps de réfugiés pour persuader les leaders d'opinion locaux que ce serait dans leur meilleur intérêt d'y assister. Par conséquent, la conférence de Jéricho est plus impressionnante que celle d'Amman en octobre : elle compte 3000 participants selon les estimations de Mary Wilson<sup>138</sup>, mais le grand nombre de participants ne semble donc pas totalement être le fait d'un mouvement spontané. L'objectif du pouvoir royal est de donner l'impression d'un mouvement local palestinien bien enraciné soutenant le projet de l'unification.

Le document ci-joint est une copie traduite du texte des résolutions adoptées au congrès de Jéricho<sup>139</sup>. Il est envoyé par Mohamed Ali el-Jaabari, président du congrès de Jéricho et maire d'Hébron, à Monsieur Dumarcay, ministre de la légation de France à Amman. Il est agrafé avec la lettre d'envoi d'al-Jaabari à Dumarcay et une analyse de Dumarcay destinée au ministre des Affaires étrangères français. Ce document compte quatre résolutions. La première

---

<sup>137</sup> MAE La Courneuve, fond « Transjordanie – Jordanie Hachémite (1944-1952) » (côte 369QONT), carton 439, dossier « Questions relatives à la question palestinienne » : « Congrès arabe palestinien », lettre n°220/AL, 9 octobre 1948

<sup>138</sup> WILSON Mary C., *King Abdullah, Britain and the making of Jordan*, Cambridge Middle East Library, 1987 (p.92-93)

<sup>139</sup> MAE La Courneuve, fond « Transjordanie – Jordanie Hachémite (1944-1952) » (côte 369QONT), carton 439, dossier « Questions relatives à la question palestinienne » « 2<sup>e</sup> Congrès arabe palestinien », lettre 294/AL, 9 décembre 1948

exprime la décision du congrès de former un seul royaume avec le royaume transjordanien, reconnaissant la souveraineté constitutionnelle du Roi Abdallah. La deuxième a pour but de remercier l'investissement des États arabes dans la lutte pour la libération de la Palestine, et demande la poursuite de cette mission. La troisième est une revendication auprès de la Ligue arabe et de l'ONU pour le retour des émigrés en Palestine et leur indemnisation. La dernière est la décision du congrès de soumettre le jour-même au roi leur allégeance et l'initiative de l'unification ; ainsi que d'assurer l'envoi du texte de ces résolutions aux représentants diplomatiques à Amman, à la Ligue arabe et à l'ONU, ce qui atteste d'une volonté de diffusion de ces décisions à grande échelle.

RESOLUTIONS

ADOPTÉES PAR LE 2ème CONGRES ARABE PALESTINIEN  
REUNI A JERICHO LE 30 MOHAREM 1368 (1° DECEMBRE  
1948)

- I.- La Palestine constitue une partie de la Syrie physique ou des pays arabes. Le Mandat, qui y a été établi sans le consentement des populations intéressées et qui s'est prolongé jusqu'au 15 Mai 1948 a empêché ce pays d'atteindre son indépendance ou de s'intégrer à l'un des Etats frères indépendants. Les populations palestiniennes estiment aujourd'hui, à la lumière de la situation politique et militaire en Palestine, que le temps est arrivé où elles doivent agir résolument, afin de préserver leur avenir en décidant définitivement de leur sort pour jouir d'une vie indépendante et libre, de concert avec les pays arabes voisins. En conséquence, le Congrès décide que la Palestine formera avec le Royaume transjordanien hechémite un seul Royaume et que Sa Majesté le Roi Abdallah Ben El-Husseïn sera reconnue comme "Souverain constitutionnel de Palestine".
- 2.- Le Congrès remercie les Etats arabes des efforts militaires et politiques qu'ils ont fournis en vue de préserver l'arabisme de la Palestine et de ses Lieux Saints, rend hommage aux armées arabes stationnées dans les diverses régions de ce pays, et prie les Etats arabes de poursuivre la mission de libération qu'ils se sont attribués en intervenant en Palestine.
- 3.- Le Congrès prie les Etats de la Ligue arabe et l'O.N.U. de prendre des mesures efficaces en vue d'assurer, dans les plus brefs délais possibles, le retour des émigrés arabes de Palestine et de leur verser une indemnité en rapport avec les dommages qu'ils ont subis.

.../....

4;- Le Congrès décide de soumettre, immédiatement après la clôture de sa réunion, à Sa Majesté le Roi Abdallah, Souverain du Royaume transjordanien hachémite la résolution, ayant fait l'objet d'un vote unanime de cette Assemblée, concernant la formule d'investiture (moubaya'a) ainsi que celle relative à l'unification des deux pays frères et d'assurer la notification de l'ensemble des résolutions aux Etats de la Ligue arabe, à l'O.N.U. et aux représentants diplomatiques à Amman./.

Le Président du 2ème Congrès arabe  
Palestinien

MOHAMED ALI EL-JAABARI

Fouad ATALLAH  
Vice-Président

Ajaj NOUEIHED  
Secrétaire

Hikmat Taji EL-FAROUKI  
Membre du Bureau

Kamal HANNOUN  
Membre du Bureau

Une résolution est une décision prise par le congrès d'un parti et aussi le résultat du vote d'une seule Chambre, ici le congrès arabe palestinien réuni par l'initiative du Roi Abdallah. Il n'a donc pas encore valeur de loi. De fait, il ne s'agit pas là de l'annexion officielle des territoires. Pourtant, ces résolutions témoignent grandement de la volonté du roi – et apparemment d'une partie des Palestiniens – de l'unification des deux rives du Jourdain. Le choix de Jéricho, ville située à la limite de la frontière transjordanienne de Palestine, témoigne symboliquement de cette volonté de fusion des deux territoires. Toutefois, Abdallah est poussé par la Grande-Bretagne à remettre à plus tard l'annexion formelle du fait de la poursuite de la guerre. Ces résolutions pourraient cependant témoigner d'un comportement zélé du roi à ce moment-là, voulant mettre en avant l'autonomie de son gouvernement.

Par ailleurs, à la veille de la conférence, Shaykh Mudammad 'Ali al-Ja'bari, maire d'Hébron, président de ce congrès et partisan d'Abdallah depuis longtemps, rencontre le roi à Shuna pour composer une liste de résolutions. De ce fait, on peut partir du principe que le choix de ces résolutions et leur formulation émane quasi-directement de la voix du pouvoir royal. Dumarcaay, dans son analyse, note ceci :

*« Il n'y a pas lieu de s'attarder à rechercher le crédit à réserver aux décisions de Jéricho non plus que sur la valeur représentative des délégués ayant assisté au Congrès, qui n'est qu'un instrument commode entre les mains du Roi Abdallah pour réaliser ses ambitions immédiates. »*

Ces affirmations de Dumarçay sont difficiles à contredire, étant donné l'ampleur des démarches propagandistes d'Abdallah et de ses hommes auprès des Palestiniens. Ce que Dumarçay semble vouloir dire est que le roi aurait choisi comme délégués des personnalités ralliées à lui et à ses plans, donc sans prendre en compte l'autre partie de la population palestinienne ralliée aux ambitions du mufti de Jérusalem. Les signataires de ces résolutions – Fouad Atallah, Ajaj Noucheid, Hikmat Taji el-Farouki Kamal Hanoun et Mohamed Ali al-Jaabari - sont des personnalités palestiniennes, sur lesquelles je n'ai pas réussi à trouver beaucoup d'informations. En outre, depuis octobre et l'expatriation du Gouvernement de toute la Palestine en Égypte, ainsi que les échecs répétés des armées égyptiennes et syriennes, il est plausible de considérer que l'option du Roi Abdallah séduise de plus en plus de Palestiniens, comme une dernière chance de sauvegarder leurs territoires de « l'ennemi juif ».

Par ce congrès, le Roi Abdallah est invité à devenir le responsable du peuple et du territoire de Palestine arabe. En effet, les rédacteurs de ces résolutions se font les porte-paroles des Palestiniens en général : *« les populations palestiniennes estiment aujourd'hui... »*. L'allégeance, « *moubaya'a* » des Palestiniens au roi de Transjordanie est proclamée ouvertement. Cette allégeance est justifiée tout au long du texte, notamment quand est évoquée la sauvegarde des « *Lieux saints* », la meilleure victoire de la Légion arabe. Il semble s'agir de remercier la Légion, et derrière elle le Roi Abdallah, pour avoir réussi à garder ce lieu spécifique sous la coupe des Arabes, plutôt que l'ensemble des armées arabes. Par ailleurs, choisir cette option est présenté comme « *agir résolument* » : il semble être sous-entendu différemment du clan des Husseini qui n'agirait pas résolument, ni avec responsabilité. Enfin, l'expression : « *décidant définitivement de leur sort* » donne un ton ultime à cette décision de s'unir au royaume de Transjordanie.

Par ailleurs, les résolutions du congrès de Jéricho forment un plébiscite original pour la cause palestinienne. La rhétorique du discours est basée sur l'arabité plutôt que sur la sauvegarde du peuple palestinien en tant que tel. En cela, la première résolution prend la forme d'une mise en contexte idéologique : l'absence d'autonomie de la Palestine est le fait des puissances mandataires ; la Palestine fait « *partie de la Syrie physique OU des pays arabes* ». L'aboutissement de cette mise en contexte idéologique est une décision fondamentale formulée comme suit : « *Le Congrès décide que la Palestine formera avec le Royaume transjordanien*

*hachémite un seul royaume* ». Les deux entités sont mises à égalité, il n'y a pas de substitution d'une entité à l'autre. Cela s'inscrit dans un discours idéologique propre à l'unité arabe.

En outre, le texte de ces résolutions fait apparaître la ligne du discours officiel du roi aux États arabes. Y figurent des remerciements à la participation des États arabes dans la guerre de libération de la Palestine : il est important pour Abdallah de continuer à se présenter comme un élément du clan arabe investi dans la guerre en soutien à la Palestine. Cela bien qu'à ce moment-là la plupart des pays arabes sont très critiques à l'égard de sa loyauté, notamment depuis la chute de Lydda et Ramleh. Le but a cependant été atteint : « *préserver l'arabisme de la Palestine et de ses Lieux-Saints* », et cela pour une large part de manière effective grâce à l'armée transjordanienne qui a été victorieuse à Jérusalem-est. L'hommage rendu aux armées arabes est sur le ton de l'apaisement. De même, la troisième résolution est la requête auprès des États de la Ligue arabe et à l'ONU pour le retour des émigrés palestiniens et leur indemnisation. Cette idée est un point central du discours porté par les Palestiniens et par les Arabes à ce moment-là : il consiste à ne pas se résoudre à la défaite et à tenir la lutte. De fait, incorporer cette résolution dans le texte du congrès semble avoir pour but de dédouaner le Roi Abdallah d'intentions proprement personnelles et égoïstes en Palestine.

Ainsi, la composition et l'acceptation de ces résolutions, pour être explicitées, sont indissociables du contexte de la fin de l'année 1948 marqué par la défaite progressive de toutes les armées arabes, et par l'avènement du royaume de Transjordanie comme seule issue possible à la sauvegarde de l'arabité du territoire de Palestine, et en particulier des lieux saints. S'il y a pu avoir une mise en scène efficace de la revendication de l'unification par les Palestiniens-mêmes, c'est du fait de cette situation complexe. Quant à la rhétorique portée dans ces résolutions, elle relève essentiellement à la fois du discours officiel porté par le Roi Abdallah que de ses ambitions politiques plus intimes. Néanmoins, d'un point de vue pratique, ce document n'amène aucune décision légale formelle quant au statut de la Palestine arabe : son contenu est globalement ambigu et flou sur la question.

Le 3 décembre, plusieurs pays, dont l'Union soviétique et tous les pays arabes membres de l'ONU s'accordent à rejeter la recommandation de Bernadotte concernant le rattachement des zones arabes de Palestine à la Transjordanie. C'est la « réponse » arabe au congrès de Jéricho.

- Quelle réception du congrès de Jéricho dans la presse libanaise francophone ?

La nouvelle du congrès de Jéricho semble être diffusée très rapidement et attirer l'attention des pays arabes, et spécifiquement de la société libanaise. En témoigne un article de *L'Orient* intitulé : « Des rumeurs de plus en plus précises sur la création d'un « Royaume Uni de Transjordanie et de Palestine »<sup>140</sup>. L'article étant publié seulement le lendemain du congrès, le texte des résolutions n'a pas eu le temps d'être tout à fait diffusé. Le fait que circulent des « rumeurs de plus en plus précises » atteste que l'idée d'un « Royaume Uni » jordanien circule déjà dans la société libanaise.

Dans la presse libanaise francophone, les résolutions émanant du congrès de Jéricho sont globalement reçues avec dépit mais je n'ai pas relevé de graves condamnations. On peut imaginer une réception plus sévère dans la presse égyptienne par exemple, l'Égypte étant le principal rival d'Abdallah. En effet, un article publié le 13 décembre 1948 dans *L'Orient*<sup>141</sup> témoigne de la difficulté pour la société libanaise à prendre parti dans cette situation. De cet article ne ressort aucune preuve de soutien à la politique du Roi Abdallah en Palestine, mais une mise en avant de la logique de son entreprise, teintée d'une admiration blasée : « *On doit d'abord avouer que le Roi Abdallah a montré dans toute l'affaire une patience, sinon méritoire, du moins fort habile* ».

L'entreprise active du Roi Abdallah en Palestine y est présentée comme louable par rapport aux hésitations et à l'inaction de la Ligue et des autres pays arabes :

*« quand on en est au point où l'on est, l'action utile devient plus efficace que le droit théorique. »*

*« A cette position ferme et nette appuyée sur une action rapide, les autres États opposent de l'hésitation. »*

De même, le 4 décembre 1948, le journal *Le Jour* résume une déclaration de Camille Chamoun sur le sujet du congrès de Jéricho : « *J'estime que la proclamation du Roi Abdallah comme roi de Palestine doit être considérée comme un moindre mal* »<sup>142</sup>. Cette déclaration d'un député libanais renommé révèle là encore la difficulté de la société libanaise à prendre position

---

<sup>140</sup> « Des rumeurs de plus en plus précises sur la création d'un « Royaume Uni de Transjordanie et de Palestine », *L'Orient*, 2 décembre 1948

<sup>141</sup> « A l'initiative du Roi Abdallah, que vont opposer les autres membres de la Ligue ? », *L'Orient*, 13 décembre 1948

<sup>142</sup> « Une déclaration de M. Camille Chamoun : Le coup de théâtre de Jéricho, un moindre mal », *Le Jour*, 4 décembre 1948

face à cette situation. Elle révèle également le fait logique qu'une partie de la population arabe, si ce n'est l'ensemble, se doit de considérer que la Cisjordanie et, à fortiori, une partie de Jérusalem, sont toujours mieux entre les mains d'un État arabe qu'entre celles des Israéliens.

Cela dit, un article de presse de *L'Orient* publié à l'issue du congrès de Jéricho<sup>143</sup> révèle une dimension inédite de cette entreprise « plébéienne » pour l'unification des deux rives du Jourdain. Il sous-tend que, les résolutions du congrès de Jéricho étant publiées à un moment clé (l'aveu de défaite des États arabes en Palestine), l'idée d'une unification des territoires arabes diffusée par le Roi Abdallah aurait un écho considérable en Syrie :

« *Il y a jusqu'à présent, un échec indiscutable en Palestine, et cet échec sera exploité par tous les partis d'opposition [...] comme il l'est actuellement en Syrie avec la violence que l'on sait déjà.* ».

En posant la question : « *La coïncidence du renversement du Cabinet Mardam avec la proclamation de Jéricho n'est-elle donc pas due seulement au hasard ?* », l'auteur de cet article pose l'hypothèse du choix stratégique de la date de la proclamation de Jéricho dans l'optique, pour le Roi Abdallah, de séduire l'opposition syrienne. En effet, il rappelle qu'il existe en Syrie des courants de sympathie à l'égard des projets hachémites. Le gouvernement syrien (mené par le Premier ministre Jamil Mardam Bay depuis 1946 et jusqu'au 17 décembre 1948) faisant face à de graves instabilités politiques, c'est l'occasion pour le roi de faire renaître le projet grand-syrien à un moment clé. Ce postulat est aisément recevable car le Roi Abdallah procède de cette façon régulièrement en Syrie, comme nous l'avons étudié précédemment dans la première partie de ce mémoire.

Effectivement, le projet unitaire du Roi Abdallah a un écho certain en Syrie, comme l'atteste un article de *L'Orient* le 19 décembre : « *Trente chefs de tribus du territoire de Syrie sont arrivés à Amman afin de féliciter le roi de Transjordanie du rattachement de la partie arabe de la Palestine à la Transjordanie et pour lui demander d'intervenir dans l'affaire syrienne.* »<sup>144</sup>

On peut noter que dans la rhétorique de ces différents articles est constamment affirmé que le Roi Abdallah est devenu souverain de Palestine, et que l'unification est établie. Ce n'est pas le cas en réalité, bien que le lendemain du congrès le roi « accepte » les propositions des

---

<sup>143</sup> « Encore un fait accompli ? » « Le gouvernement libanais attend une décision de la Ligue pour prendre position en face de la proclamation de Jéricho », déclare M. Gabriel Murr », *L'Orient*, 3 décembre 1948, cf annexe 8 p.159

<sup>144</sup> Source AFP, « 30 chefs de tribus syriennes en appellent au Roi Abdallah », *L'Orient*, 19 décembre 1948

délégués palestiniens. Cette considération de la presse traduit la manière dont sont reçues les déclarations de Jéricho et l'impact qu'elles créent : pour les Arabes, le Roi Abdallah impose un fait accompli, est arrivé à ses fins, bien qu'en réalité rien ne soit encore définitif.

Par sa rhétorique, le texte des résolutions du congrès de Jéricho aborde un axe stratégique central des ambitions du roi de Transjordanie sur la Palestine : son investissement pour paraître fidèle aux causes arabe et palestinienne auprès des autres États arabes et des Palestiniens eux-mêmes. Par ailleurs, ces résolutions forment un des éléments centraux et pionniers du processus légal d'unification. Elles mettent en avant le caractère progressif de l'annexion et la hâte du roi qui s'explique par le contexte de l'aboutissement de la guerre et du ressenti général de la défaite arabe. Les résolutions du congrès de Jéricho sont accueillies avec une once de méfiance mais surtout du dépit et de l'indécision dans la presse libanaise francophone. Cela m'amène à relativiser mon postulat initial selon lequel le Roi Abdallah serait vu comme un traître par les autres États arabes à l'issue de l'occupation par son gouvernement de la Cisjordanie et de Jérusalem-est.

#### b) La notion de traître en question

En effet, au moment de la phase d'étude bibliographique de ma recherche, j'ai été persuadée que le Roi Abdallah était le traître du mouvement arabe pour la cause palestinienne en 1948. Je m'attendais donc à trouver dans la presse une redondance de ce terme. Ce ne fut pas le cas.

Le terme « traître » n'apparaît pas dans les quotidiens *L'Orient* et *Le Jour* au moment des événements. Il est néanmoins qualifié d'« *ennemi intérieur* » en mai 1948 dans un article de *L'Orient*<sup>145</sup>. On peut cependant concevoir que le terme « traître » puisse figurer dans les organes de presse d'autres pays opposés plus frontalement à la politique du Roi Abdallah, comme l'Égypte et l'Arabie saoudite. En effet, quand *Le Jour* rapporte le 1<sup>er</sup> avril les propos du journal cairote *Al-Misri*, opposé clairement à la politique abdallienne, apparaît la notion de trahison, sans pour autant que le roi soit nommé lui-même « traître » : « *Le commandant en chef des armées arabes a trahi la cause de la Palestine* » écrit « *al-Misri* »<sup>146</sup>.

---

<sup>145</sup> K.L., « L'épreuve de la Ligue », *L'Orient*, 12 mai 1948

<sup>146</sup> « La presse égyptienne a repris sa campagne contre la Jordanie, « Le commandant en chef des armées arabes a trahi la cause de la Palestine » écrit « al-Misri » », Une de *Le Jour*, 1<sup>er</sup> avril 1950

En outre, une campagne de la presse égyptienne contre la Jordanie est lancée en avril 1950. Elle se situe dans le contexte des premières révélations des relations secrètes entre le Roi Abdallah et les autorités israéliennes pendant la guerre. Au cours du mois de mars 1950, l'officier de la Légion arabe Abdallah al-Tall fournit à la presse égyptienne plusieurs documents attestant d'une collusion entre la Transjordanie et les autorités israéliennes pendant et après la guerre. En effet, Abdallah al-Tall démissionne de son poste de gouverneur de Jérusalem en juillet 1949, probablement parce que Glubb refuse alors de le faire passer brigadier, craignant qu'il soit impliqué dans une conspiration contre le roi, ou le rejettant du fait de sa popularité auprès des Palestiniens<sup>147</sup>. Il s'exile d'abord à Irbid, puis au Caire. Une lettre de l'ambassade britannique du Caire au Foreign Office nous informe de la publication par le journal égyptien *Akhbar al-Yom* de ces documents fournis par al-Tall<sup>148</sup>. Il s'agit d'une lettre datée du 10 décembre 1948 d'Elias Sassons à Abdallah, mentionnant notamment leur « *cause commune* » ; d'une lettre du Roi Abdallah à al-Tall lui demandant d'arriver à un accord avec les autorités juives lors de leurs négociations d'armistice secrètes entre décembre 1948 et mars 1949 ; et d'une correspondance entre le Roi Abdallah et Moshe Shertok à la fin de l'année 1948 révélant leurs relations intimes dans la guerre et depuis longtemps, ainsi qu'une attitude conciliante du roi de Transjordanie envers les autorités israéliennes.

Ces informations inédites sont diffusées largement par la presse égyptienne, dont le journal *Al-Misri*, qui réclame à cette occasion l'interdiction provisoire de l'accès de la Jordanie à la Ligue arabe<sup>149</sup>. Cela crée de vives tensions entre la Jordanie et les autres États arabe. Elle est menacée d'être expulsée de la Ligue à plusieurs reprises, notamment quand Le Caire en fait la requête officielle le 15 mai 1950. Le Roi Abdallah est mis en cause pour la « *rupture du front arabe* » du fait de ses accords secrets passés avec Israël pendant et à l'issue de la guerre. *Al-Misri* argue que :

« *Si les accusations étaient exactes, le Conseil de la Ligue devrait décider d'éliminer la Jordanie de la Ligue, de rompre toutes relations avec la Jordanie et de traiter ce pays sur le même pied qu'Israël.* ».

---

<sup>147</sup> SNOW Peter, *Hussein, a biography*, Barrie and Jenkins, 1972 (p.31-32)

<sup>148</sup> PRIESTLAND Jane (dir.), *Records of Jordan: 1919-1965*, vol.7 (1950-1953), Archive editions, Slough, 1996, chap. 7.02 : "Cairo chancery to African Department, FO, 23 March 1950 with enclosure : article from *Progrès Dimanche*, 19 March 1950, 'Le Roi Abdallah était en contact avec les autorités d'Israël durant la guerre de Palestine'" [FO 371/82797]

<sup>149</sup> Source AFP, « Un journal égyptien demande que l'accès de la Ligue arabe soit provisoirement interdit à la Jordanie », Le Caire, relayé dans *Le Jour*, 21 mars 1950

On décèle dans ces propos journalistiques une animosité certaine de la société égyptienne envers le Roi Abdallah, sans pour autant qu'il soit étiqueté « traître » directement.

Nous ne disposons que d'une unique dénomination du roi Abdallah de traître au moment des événements. Elle apparaît dans la presse égyptienne au lendemain de l'assassinat du souverain, et est relayée par un article du journal britannique *The Times* que nous étudierons plus en détails à la fin de notre mémoire<sup>150</sup>. Accusant l'Égypte et son hégémonie idéologique extrême de se cacher derrière le meurtre du roi, l'auteur mentionne le titre d'un article égyptien (sans préciser le nom du journal) paru le lendemain des événements : « *The end of the traitor Abdullah, Enemy No 1 of Peace* » (« La fin du traître Abdallah, ennemi n°1 de la paix »). Cependant, il précise par la suite que ce « déchaînement » (« *outburst* » dans le texte) n'est pas habituel.

De manière générale et étendue à l'ensemble du Moyen-Orient, il semble que le fait de nommer, et non plus seulement considérer le roi de Transjordanie comme traître, est un phénomène plus tardif. En effet, la responsabilité du Roi Abdallah dans la défaite des armées arabes en 1948 est un thème qui se développe dans l'historiographie arabe de la guerre au cours des années 1950. Il est lancé par les révélations plus détaillées faites par Abdallah al-Tall dans son ouvrage *Karithat filastin*, « La catastrophe de Palestine », publié en 1958<sup>151</sup>. Il y apporte des preuves de la « collusion » de la Transjordanie avec l'Agence juive, une des causes selon lui de la défaite de 1948. Se développe alors une littérature subversive sur les « secrets de 1948 », publiée en grande partie au Caire<sup>152</sup>. Ainsi, il semble que ce soit plutôt dans le cadre de l'écriture d'une histoire largement imprégnée de l'idéologie nationaliste arabe des années 1950 menée par le président de l'Égypte Gamal Abd al Nasser qu'est interprétée la figure du Roi Abdallah comme celle d'un traître à la cause arabe ayant à cette période pour centralité la cause palestinienne. D'autant plus que cette historiographie est essentiellement fondée sur les mémoires personnelles d'Abdallah al-Tall et est le fait de personnalités opposées politiquement au gouvernement jordanien.

---

<sup>150</sup> PRIESTLAND Jane (dir.), *Records of Jordan: 1919-1965*, vol.6 (1948-1950), Archive editions, Slough, 1996, chap. 7.03: "Article from The Times, 26 July 1951, 'Murder of King Abdullah'" [FO 371/91203], cf annexe 12 p.171

<sup>151</sup> AL-TALL Abdallah, *Karithat filastin* (« La catastrophe de Palestine »), Le Caire, 1958, cité dans ROGAN Eugene L., « Chapitre 4. La Jordanie et 1948 : persistance d'une histoire officielle », in ROGAN Eugene L. et al., *1948 : la guerre de Palestine*, Autrement « Mémoires/Histoire », 2002, pp. 95-117 (p.96)

<sup>152</sup> SAYIGH Anis, *al-Hashimiyun wa qadiyya filastin* (« Les Hachémites et le problème de la Palestine »), Beyrouth, 1966 ; AL-JUBURY Salih sa'ib, *Mihnat Filastin wa asraruha alsiyasiyya wa 'l-askariyya* (« Le désastre de Palestine et ses secrets politiques et militaires ») ; 'ABD AL-MUN'IM Muhammad Faysal, *Asrar 1948* (« Secrets de 1948 »), Le Caire, 1968, cités dans ROGAN Eugene L., *Ibid* (p.96)

Bien que limitée, cette réflexion sur la qualification de « traître » dans l'opinion publique arabe contemporaine de l'occupation de la Palestine par le roi de Transjordanie permet de mettre en exergue la complexité de la situation politique de l'année 1948. En effet, tout juste acquis à l'indépendance, les États arabes prônent un nationalisme, une arabité ainsi qu'une solidarité arabe régionale. Cependant, ils sont rapidement handicapés par le chaos militaire de la guerre, qui se transforme en difficultés économiques et sociales. De fait, ils n'ont pas le temps de construire des entités politiques fortes correspondant à leur idéologie à double face, à la fois nationaliste et panarabiste. En effet, le nationalisme arabe dans sa forme étatique se développe réellement au cours des années 1950, avec comme modèle l'Égypte de Gamal 'Abd al-Nasser. Par conséquent, la période située autour de 1948 est une époque de transition dans la construction politique du Moyen-Orient. Le Roi Abdallah profite de ces instabilités, notamment en Palestine et en Syrie, pour parvenir à ses fins.

La guerre de 1948 est un défi à relever pour le Roi Abdallah afin de mener à bien son projet d'expansion sur le territoire arabe de Palestine. Ses projets sont supposés par ses voisins, qui se méfient surtout de sa dépendance à la Grande-Bretagne. Paradoxalement, l'indétermination de la Ligue quant à l'entrée des armées arabes en Palestine, notamment parce qu'elle permet à la Légion arabe d'y entrer, se fait au profit du Roi Abdallah. Dès le 10 avril, il peut envoyer la Légion sur le terrain, positionner ses forces stratégiquement et acquérir le mérite d'être la première armée arabe à être intervenue. Cependant, l'entrée des autres armées arabes régulières en guerre le 15 mai 1948 menace les plans du Roi Abdallah, pour qui l'affrontement avec Israël devrait être limité. Dans ce contexte, la bataille de Jérusalem révèle la complexité de la stratégie transjordanienne : la pression tant palestinienne qu'arabe a un réel impact sur sa façon de gérer les combats, ce qui remet largement en question la solidité de son « alliance » avec les forces sionistes. De plus, apparaît à ce moment-là l'hétérogénéité des intérêts des acteurs transjordaniens, révélant des difficultés de coordination entre l'hégémonie britannique, la ligne proprement panarabiste incarnée par Abdallah al-Tall, et la ligne ambiguë d'Abdallah. Néanmoins, le manque d'unité de la Ligue arabe et ses dissensions internes, notamment la défiance arabe autour du roi de Transjordanie, aboutissent finalement au succès d'Abdallah. Le 1<sup>er</sup> décembre, un congrès arabe palestinien se réunit à Jéricho pour revendiquer l'unification de la Transjordanie et de la Cisjordanie. Le congrès de Jéricho est accueilli avec dépit dans la presse libanaise francophone, qualifié de « moindre mal » par Camille Chamoun. C'est un sentiment compréhensible en ce que l'occupation par la Transjordanie des territoires de

Palestine, et surtout d'une partie des Lieux saints, a le mérite de les avoir préservé d'Israël. Cette situation paradoxale met en exergue la déstabilisation des États arabes du fait de la guerre de 1948, qui profite en définitive aux ambitions du Roi Abdallah.

Le second congrès arabe palestinien du 1<sup>er</sup> décembre 1948 marque le lancement du processus d'unification des deux rives du Jourdain, qui conduit à l'aboutissement des projets expansionnistes transjordanien avec l'annexion officielle de la Cisjordanie et de Jérusalem-est le 25 avril 1950.